

Axe 3 — Culture, identifications, création

Responsables : Alain RICARD (CNRS-IEP/LAM), Dominique CHANCE (Université Bordeaux 3)

Il s'agit, dans le cadre de cet axe, d'appréhender les interactions, nombreuses et complexes, entre culture, identifications, création (artistique, littéraire, musicale, théâtrale, cinématographique, etc.) et changement social, tout en faisant une large place aux TIC dans leur articulation à la gouvernance et en ce qui concerne les usages dont ils font l'objet dans les pays des Suds, et notamment dans les Afriques. Culture, identifications et création sont ici perçues d'emblée comme des constructions historiques, en constante recomposition, au rebours de toute considération culturaliste ou substantialiste. En appréhendant ces notions de manière historicisée, on s'efforcera de comprendre les lignes de fracture et de solidarités des sociétés étudiées, et les registres utilisés pour structurer ces sociétés, d'en comprendre la généalogie et l'historicité. Une attention particulière sera portée à l'analyse des cultures politiques et aux lieux et acteurs de leur fabrication, ainsi qu'aux imaginaires et aux représentations. Pour ce faire, on peut passer par les vecteurs tels que les langues, la littérature, la musique, les arts et le cinéma. On peut également passer par les médiateurs tels les journalistes et les médias, internet, les blogs, et échanges via les TIC, mais aussi les écoles et plus largement l'éducation via l'école et en dehors.

Dans un contexte de crise, de conflits, de tensions, les pratiques de création sont une expression, mais aussi un appel, un lieu et un lien. A nous de savoir entendre ces appels, repérer ces lieux et saisir ces liens : dimension clairement transdisciplinaire, mais aussi transversale. Cinq grands ordres de questionnements structureront cet axe.

A. Interroger les capacités des acteurs locaux

Les thèmes de l'autosuffisance, de la *self reliance*, de « kujitegemea » (en kiswahili : « dépendre de soi-même ») ont une longue histoire politique dans les Afriques. Ils mettent l'accent sur l'initiative des acteurs locaux, sur la capacité à compter sur ses propres forces. Quand les ONG parlent aujourd'hui de « renforcement des capacités », c'est sur ces ressources qu'elles veulent s'appuyer. Ainsi s'est formé le concept d'*agency*, diversement traduit en français, mais que des anthropologues traduisent par « agencéité » et que l'on peut comprendre comme la *capacité à agir*. Son intérêt est de mettre l'accent sur les initiatives locales – naguère on aurait dit du « bas » ! – et de ne pas se limiter au domaine politique, de montrer que la capacité d'entreprendre est présente dans le domaine économique, mais aussi culturel, religieux, voire politique.

Le terrain, lieu de la pratique, est le lieu de l'initiative : l'information s'acquiert par la conversation plus que par l'observation. C'est de cette capacité à vouloir entreprendre pour créer du neuf que nous voulons partir. Elle est sans doute au cœur du succès de la notion d'*agency* qui substitue à l'afropessimisme une conscience vive, acquise sur le terrain et non lors de reportages, des efforts des acteurs locaux. Il n'y a là aucune idéalisation des pratiques mais, non plus, aucune réduction à des clichés faciles, laissant percer une sentimentalité trouble (« Arche de Zoé ») ou une mise en scène trompeuse (« Cauchemar de Darwin »). Les acteurs de terrain ne sont pas réduits à être les objets de forces qui les privent de toute capacité d'action. Ce point est celui qui fonde notre intérêt de recherche : mise en valeur et solidarité avec les acteurs locaux. C'est là une question disciplinaire (anthropologique) mais aussi « transdisciplinaire ». C'est le moment de la

« reconnaissance » des acteurs. Le terrain est un moment d'expériences et une pratique d'interaction cognitive tout à fait essentielle. La défense d'une certaine « épaisseur » épistémologique du terrain est un point qui rassemble les membres de cette nouvelle UMR : l'opacité du local est la première des rencontres.

B. (Re)penser l'articulation du local et du global

Le contexte des relations avec les Afriques et les Suds est en partie bouleversé par les technologies de l'information et de la communication (TIC). Il y a une fracture numérique dans les possibilités d'accès, mais des modes de relations nouveaux se créent dans cette connectivité généralisée ; ils posent la question de nouvelles solidarités, de nouveaux processus de création, voire de nouvelles citoyennetés. Le terrain est à situer dans cette nouvelle dimension. Il ne suffit pas de rester devant un écran pour comprendre ce qui fait bouger le monde. Il y a plusieurs façons de « réifier » le monde : le considérer comme enfermé en communautés closes sur leur identité, mais aussi ne le percevoir que comme un ensemble de données virtuelles. Il serait absurde de penser que l'écran ne change rien. Par exemple, il favorise une liberté de ton et de titre dans les « journaux par terre » qui reprennent des articles sur internet, les photocopient, les titrent à leur façon, les disposent sur le trottoir et les vendent. Fracture numérique et fossé médiatique sont ainsi comblés par un seul geste de ces entrepreneurs souvent informels ; le cybercafé se combine avec le trottoir comme lieu de l'information ! Tout travail sur les pratiques culturelles met donc en jeu cette connectivité généralisée des réseaux, des « associations », et des entrepreneurs. Cela a des conséquences sur notre relation à ces problèmes : une grande diffusion de ces problématiques suscite un intérêt chez nous, qui provoque une demande d'expertise, qui aille au delà de ce que l'écran procure. De nouvelles solidarités se créent tout comme des malentendus peuvent se nouer.

Des usages nouveaux combinent la presse locale et internet, les grands réseaux et les réseaux locaux. Les relations entre le local et le global sont à penser dans ce nouveau contexte. Si l'on accepte l'idée que nous travaillons sur des pratiques culturelles et non sur une culture homogène, close et plaquée sur un groupe déterminé, et qu'il faut la concevoir, comme le suggérait Paul Ricoeur dans un de ses derniers textes, comme un entrelacs de rayonnements émanant de foyers, se mêlant et se transformant mutuellement en permanence, la question des changements provoqués par les nouvelles TIC prend une nouvelle dimension, et les processus de création sont mieux inscriptibles dans une chaîne de relations local / global / local.

C. Décrypter et traduire les systèmes de signes

La pensée linéaire qui analysait le passage de l'oral à l'écrit est aujourd'hui bousculée par de nouvelles pratiques de relation entre les moyens de communication. Ce point est important pour les actions de développement. Il impose une nouvelle attention aux problématiques de l'alphabétisation : l'écriture intervient dans un contexte culturel, fait l'objet de modes d'appropriation locaux, segmentés, répartis sur plusieurs langues. En somme, nous avons besoin d'une réflexion plus générale sur les systèmes de signes et sur leur traduction. Croire, par exemple, que la francophonie serait un atout suffisant de communication est illusoire dans beaucoup de situations. La priorité au terrain, la méthode de la conversation, le recueil des textes et leur interprétation font éclater les disciplines traditionnelles. Les notions de littérature populaire, d'oralité, sont très mal armées pour rendre compte de ces expressions. De plus, ces expressions sont souvent le lieu d'une remise en circulation de « mythologies » (par exemple Chaka et la royauté zouloue, Ogun et les dieux yoruba) que l'histoire et l'anthropologie peuvent interroger. Les schémas linéaires ne rendent pas compte de ces nouvelles dimensions de la mémoire. Les projets culturels impliquent des groupes qui veulent être vus, entendus, compris, et poursuivent des stratégies sociales et politiques, en même temps que des projets esthétiques. Les relations entre culture et politique se jouent peut être d'abord à ce premier niveau (local). Les expressions artistiques qui, à l'intérieur des pratiques culturelles, ont leur propre autonomie et leur historicité ne sont pas des contenus en attente d'analyseurs et d'interprètes ; ce sont des performances qui prennent sens en tant que telles et par rapport à leur médium. Les artistes veulent être compris ainsi, et ils ont le droit de réclamer cette forme d'interprétation. Il y a une autonomie de la pratique, dans les Afriques aussi !

D. Des dynamiques Nord-Sud aux dynamiques Sud-Sud

Ces processus ne sont plus à considérer dans une dimension uniquement Nord-Sud mais aussi Sud-Sud. La transversalité des relations est une dimension post-coloniale très importante : le colonialisme a créé

partout des frontières et des protections. Ces barrières sont très fortes et sont souvent des frontières d'autant plus imperméables qu'elles sont invisibles. Ainsi, les conflits des Grands Lacs ont bien montré qu'il fallait en finir avec des divisions en zones d'influence qui empêchaient de voir l'ampleur des déplacements (de pouvoir, de richesses, de population). Les rapports linguistiques, musicaux, culturels entre les pays du Sud doivent être pris en compte dans leur originalité, leur autonomie et leurs dynamiques propres. Dans cette perspective, le chercheur du Nord se trouve amené à considérer sa place dans l'économie de la recherche. Le thème de la réflexivité de la recherche est une exigence politique. Comment se construisent nos pratiques, quelle place les acteurs du Sud y tiennent-ils ? Ne donnons-nous pas une priorité indue à ces relations Nord-Sud qui sont fondamentales dans le financement mais qui risquent de perpétuer des situations de rente scientifique ? Comment essayons-nous d'aider à créer de nouvelles structures Sud-Sud ? En somme, la pratique du terrain nous impose de ne pas en rester au local, au dialectal, mais de considérer le véhiculaire, le global dans son interaction avec le local, dans la tension qui lui donne sens.

E. Questionner les façons d'entreprendre

Le processus de création peut être compris comme une chaîne du sens : une articulation d'acteurs multiples qui réinterprètent et re-fabriquent à leur manière textes et objets. La création culturelle est certes toujours et partout une affaire de bricolage, de récupération, de détournement et d'appropriation. Dans des Afriques qui ne sont plus seulement « magiciennes de la terre » mais « banlieues » et « miroirs du monde », les thématiques des identifications et de la créolisation sont ici les plus pertinentes. Une sociologie des façons d'entreprendre permet de comprendre comment se distribuent les pratiques culturelles : il y a des pratiques artisanales et des pratiques de masse. Il y a une chaîne de la production culturelle – une chaîne du sens : on peut appeler cela des processus de création. Une attention particulière sera portée aux processus de mobilisation identitaires – ethniques ou religieuses –, aux « niveaux de diasporas » (noires, caribéenne, africaine...) issues de la traite servile et des émigrations et ré-émigrations récentes, même s'il est entendu que toute migration ne produit pas de diaspora. Les acteurs de ces processus – entrepreneurs politiques, économiques, sociaux, religieux – et leurs ressources, les cadres institutionnels et formes d'institutionnalisation de ces espaces, modes et processus d'identification et de mobilisation seront étudiés selon une double approche : par le « haut » et par le « bas », et en fonction des interactions permanentes entre société politique et société civile.

Création est un terme générique : il peut s'appliquer aux productions culturelles, mais aussi bien au politique, à l'économique ou au social ; elle est le résultat de l'application, dans des systèmes de contraintes donnés (« contexte ») de la capacité d'*agency* des acteurs sociaux, qui se déploie dans les interactions qui les associent ; la création laisse des traces que l'on va trouver notamment dans les pratiques et les productions culturelles (au sens le plus large du terme, y compris, par exemple la religion, mais ce peut être aussi le travail sur l'espace) ; pratiques et produits culturels sont l'un des champs d'investigation dans lesquels il est possible de découvrir des représentations sociales, notamment du politique (de la société, de son organisation, de ses hiérarchies) et des codes symboliques qui « épaississent » les points de vue des acteurs et les manières dont ils sont transmis dans une perspective *etic / emic*. Les représentations que se font les acteurs (*emic*) sont un domaine indispensable d'investigation pour comprendre comment ils se positionnent dans la société où ils vivent, comment ils y estiment leur capacité d'action (auto-définition de l'*agency*) et, en fonction de cette estimation, prennent des décisions d'action, ou non ; c'est à partir des représentations que se font les acteurs (*emic*) que l'observateur peut construire les représentations des acteurs (*etic*) et de leur société qu'il va diffuser dans ses travaux.